

## TGV: 130 personnes pour un débat où tout le monde est d'accord à Ruffec



Photo CL

Par C. A., publié le 10 février 2017.

Quelque 130 personnes pour un débat public sur les arrêts TGV à Ruffec. Le collectif de défense a frappé fort mercredi soir, dans la salle polyvalente de La Canopée. Mais en guise de débat, difficile de trouver des contradicteurs.

*"On avait invité des représentants de la SNCF, la directrice nationale Ouest Atlantique TGV notamment, mais personne n'a voulu venir", lance Bernard Charbonneau, le maire de Ruffec. À ses côtés Joseph Martos, responsable CGT cheminots Poitou-Charentes Aquitaine; Christophe Mauvillain, candidat du Front de gauche du Nord-Charente; Isabelle Lauricoste, présidente du Pays Ruffécois et Michel Jutard, représentant des usagers.*

Que des gens d'accord pour dire que l'ouverture de la LGV entre Paris et Bordeaux, le 2 juillet prochain, ne doit pas léser la gare de Ruffec.

*"Le centre d'activité le plus important du territoire rural qui s'étend entre Poitiers, Niort et Angoulême, lance Isabelle Lauricoste, notant les 70% des actifs du Pays Ruffécois - 37.000 habitants - qui travaillent à Ruffec. On ne doit pas perdre le TGV."*

Même si le tracé de la ligne à grande vitesse passe au large.

*"Il faut gagner le décrochage d'un TGV qui roulerait sur la ligne actuelle entre Angoulême et Poitiers et pourrait s'arrêter à Ruffec le matin et le soir, explique Michel Jutard, en pointant l'exemple de Libourne. Là où la LGV circulera sur la ligne ancienne sur une centaine de kilomètres." À une vitesse forcément moindre que les 320 km/h de la LGV. "Certains veulent aller vite. Nous, on veut aller loin avec du confort, en gardant une ligne directe, sans changement de gare", enchaîne Bernard Charbonneau.*

Deux heures aujourd'hui entre Ruffec et Paris, *"demain trois heures, voire quatre avec le TER en fonction des correspondances"*, affirme Joseph Martos.

"Le combat sera difficile"

Le TGV en gare de Ruffec? *"Oui, c'est possible techniquement, martèle le responsable CGT. Qui aurait cru en 1934 que les congés payés seraient votés en 1936? C'est un choix politique et sociétal."*

Bref, il faut continuer de mettre la pression. Même si la SNCF n'est pas complètement maîtresse du jeu. *"Avec la libéralisation, l'entreprise n'a plus de levier sur les sillons réservés, c'est ça le problème de Ruffec"*, reconnaît Francis Mahieux, secrétaire CGT cheminots d'Angoulême, qui prévient: *"Le combat sera difficile."*

Tous y croient en tout cas. *"Les lignes bougent, on gêne, dit Christophe Mauvillain, alors que le collectif de défense rencontrera le président du Département lundi. On a obtenu qu'Alain Rousset se fasse l'écho de notre combat auprès de Guillaume Pépy, le président de la SNCF."* *"Faut remonter au plus haut niveau, au ministère!"*, lance une voix dans la salle.

En attendant, ce sont bien des vœux à Guillaume Pépy que le collectif servira demain samedi à 11h devant le lycée professionnel Louise-Michel, à la sortie ouest de Ruffec. Une cérémonie de vœux un peu spéciale pour présenter le futur TER, "le Train Extrêmement Rural", dont le territoire ne veut surtout pas.